

En 2017, certains devront faire un peu plus de route pour payer leurs impôts



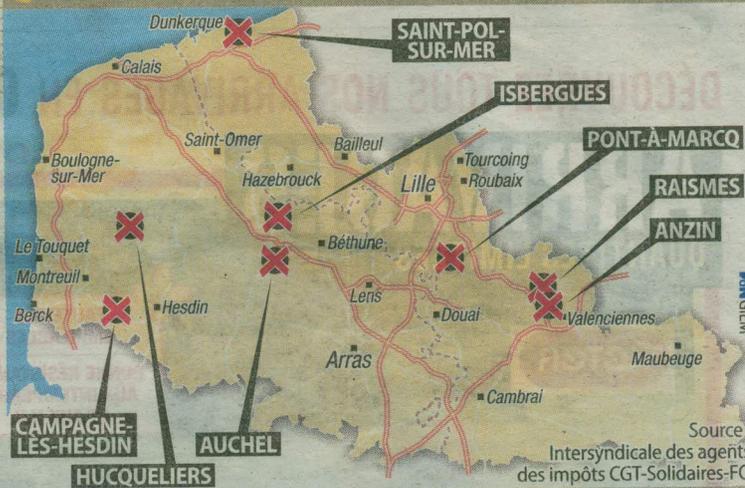
Dans le cadre d'un plan triennal de restructuration des services fiscaux, l'existence de huit trésoreries (sur presque 150) dans la région est menacée. Les syndicats et des élus se mobilisent pour en limiter l'ampleur.

Trésoreries menacées de fermeture en 2017

Les trésoreries accueillent le public pour le conseil et le recouvrement. Elles accompagnent aussi la comptabilité des collectivités. PH. THOMAS LO PRESTI

PAR SÉBASTIEN LEROY
sebastienleroy@lavoixdunord.fr

RÉGION. Il y a sans doute de quoi négocier. Mais le projet est avancé. Plusieurs services fiscaux sont appelés à se regrouper, comme le prévoit un plan de réorganisation qui court jusqu'en 2018. Conséquence tangible pour le grand public, huit trésoreries sur les près de 150 de la région sont sur la sellette, selon les syndicats, et pourraient fermer au 1^{er} janvier 2017, rapatriées dans des centres plus importants des communes environnantes. Ce n'est pas une première : l'an dernier, la trésorerie de La Madeleine près de Lille, par exemple, avait fermé. Une permanence avait été aussi mise en place en mairie. Dans le cadre des « orientations fixées par le gouvernement, la DR-FIP du Nord - Pas-de-Calais - Picardie a réfléchi à ses modalités d'organisation afin de continuer à assurer un service public de qualité sur son territoire tout en prenant en compte les contraintes budgétaires et de moyens qui sont les siennes », justifie la direction régionale. La plupart du temps, il s'agit de



petites trésoreries (voir notre carte) où l'on peut payer ses impôts, ses amendes, parfois des prestations dues aux collectivités (cantine, eau courante). Plus forcément pertinent partout avec Internet. « Mais c'est aussi là qu'on vient pour avoir un contact humain quand on a

Anzin qui draine les contribuables de neuf communes. « On estime à 20 000 le nombre de contribuables qui y passent », souligne Bruno Deprez (FO). « Ce n'est pas aux gens de s'adapter à nos contraintes, mais au service public de s'adapter aux leurs », martèle Nathalie Bonte (Solidaires). À Anzin comme ailleurs, la mobilisation politique s'est organisée. « Notre population n'a pas forcément beaucoup de moyens pour payer le transport ou Internet, et pour les personnes âgées, c'est compliqué. Oui pour des économies, mais pas au détriment des publics fragiles », estime Joël Dordain, 1^{er} adjoint PS. La direction régionale y serait sensible, maintenant finalement une permanence à Anzin. Mais pour les autres, la menace de fermeture nette plane toujours. La balle est dans le camp de Bercy. ■

“ Pour les personnes âgées, c'est compliqué. Oui pour des économies, mais pas au détriment des publics fragiles. ”

JOËL DORDAIN, ÉLU À ANZIN

une difficulté, qu'on doit demander un délai ou un conseil », argue Laurent Périn de la CGT. Un lien social « important, surtout dans des quartiers précarisés », comme à